

Questions orales

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, ce gouvernement est le seul qui peut avoir le culot de dire qu'une baisse de 42 p. 100 des ventes au détail est un signe de relance économique.

Ma question s'adresse encore une fois au premier ministre. Jusqu'à maintenant, cette année, les faillites sont en hausse de 63 p. 100 et, compte tenu de la baisse de 1,5 milliard de dollars au niveau des ventes au détail entre janvier et février, il ne fait aucun doute que les faillites continueront de se produire au même rythme au printemps et à l'été.

Étant donné que le premier ministre et le gouvernement refusent de s'attaquer au problème, ceux-ci vont-ils au moins accorder une certaine aide aux victimes en présentant à la Chambre, aujourd'hui, de nouvelles dispositions législatives sur les faillites, afin d'offrir une protection aux entreprises canadiennes qui sont dans une situation si difficile?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je pense que mon collègue est très conscient des efforts considérables faits par le ministre des Consommateurs et des Sociétés pour présenter un projet de loi sur la faillite. J'espère que celui-ci sera en mesure de présenter un tel projet dans un avenir relativement proche.

* * *

LA DÉCENTRALISATION

M. Larry Schneider (Regina—Wascana): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Je suis heureux de la décision logique de déménager l'Office national de l'énergie à Calgary. Je suis également encouragé par l'empressement du gouvernement à combler le vide à Summerside, de même qu'à Portage-la-Prairie.

Étant de Regina, j'ai non seulement constaté une présence fédérale insuffisante dans cette capitale provinciale, mais aussi les ravages causés par le gouvernement précédent, qui a fait déplacer un grand nombre d'emplois fédéraux à l'est de notre province.

Le Conference Board du Canada indique que l'économie de la Saskatchewan fournit 3,7 p. 100 du produit national brut du Canada, alors que le gouvernement fédéral ne consacre que 0,8 p. 100 de son budget dans cette province.

Le premier ministre peut-il donner l'assurance à ma collectivité que le gouvernement entend poursuivre sa politique logique de décentralisation?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je remercie le député de Regina d'avoir soulevé cette importante question.

On s'entend en général pour dire que la décision du gouvernement d'installer le Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest à Edmonton a eu pour effet, entre autres, de rapprocher le lieu de prise de décisions de l'ouest du Canada, et d'entraîner la création d'environ 26 700 nouveaux emplois dans cette région du pays.

D'autre part, la décision du gouvernement d'installer à Moncton l'Agence de promotion du Canada atlantique a été décrite par le premier ministre Frank McKenna comme la plus importante contribution fédérale au développement régional dans l'histoire de la Confédération.

Nous pensons que la décentralisation peut jouer un rôle important au Canada. Les propos éloquentes du député de Regina inciteront sans doute le gouvernement à considérer sérieusement cette ville comme lieu possible du siège de tout autre organisme qui pourrait déménager dans l'Ouest.

* * *

LA SANTÉ

Mme Joy Langan (Mission—Coquitlam): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Il se préoccupe enfin suffisamment de la santé des Canadiennes pour envoyer un haut fonctionnaire à Washington y examiner le récent rapport de la Food and Drug Administration américaine sur le danger de cancer que présente l'implant mammaire Meme.

M. le Président: La députée pose une question qui est clairement d'une très grande importance pour tous les députés à la Chambre et je leurs demanderais donc de l'écouter attentivement.

Mme Langan: Merci, monsieur le Président. Le ministre est-il maintenant disposé à suspendre l'utilisation de l'implant Meme jusqu'à ce qu'il ait obtenu un rapport concluant? Il devrait être prêt à se tromper en faveur des Canadiennes plutôt qu'en faveur des fabricants de l'implant.

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, la députée est intervenue hier à la Chambre des communes sur la foi d'un article de journal pour exiger que nous interdissions l'implant. En réponse, je lui ai demandé, puisqu'elle n'avait pas encore vu le rapport, d'attendre que nous ayons eu l'occasion de l'examiner et d'en analyser les